



# HIGHLIGHTS

**Economic Commission for Africa, SRO-CA**

Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale

[new.uneca.org/sro-ca](http://new.uneca.org/sro-ca)

No 125, 05 Feb 2013

**un hebdomadaire**

Source : Rapport Economique sur l'Afrique 2011, par la CEA et l'UA  
(disponible en hard-copy à la CEA/BSR-AC)

## **ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE CENTRALE STAKES AND CHALLENGES OF A GREEN ECONOMY IN CENTRAL AFRICA**

### **1ère partie : Introduction**

*La 29ème session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) de l'Afrique centrale (instance statutaire de supervision du travail de la CEA/BSR-AC) se tiendra à Libreville, au Gabon du 27 février au 01 mars 2013. Cette réunion portera sous le thème : «Les enjeux et défis de l'économie verte en Afrique centrale». Par rapport au thème de la rencontre, les délégués échangeront leurs expériences sur l'état de la mise en œuvre des principes de l'économie verte en Afrique Centrale et proposeront des voies et moyens pour son renforcement dans la sous-région.*

*Highlights commence, donc, une série de documentaire pour démêler le sens de l'économie verte et identifier les fronts sur lesquels cette économie peut être ancrée au profit de la sous-région. La base de la discussion de cette série est le Rapport Economique sur l'Afrique 2011, conjointement publié par la CEA et l'UA.*

#### *Définition de l'économie verte*

Une économie verte peut se définir comme une économie qui vise à améliorer le bien-être humain, à assurer l'équité sociale et à réduire les risques pour l'environnement ainsi que les pénuries écologiques. Une économie verte peut être définie tout simplement comme une économie caractérisée par de faibles émissions de carbone, l'efficacité des ressources et l'inclusion sur le plan social. C'est une économie tirée par des investissements publics et privés, qui contribue à réduire les émissions de carbone et la pollution, à renforcer l'efficacité énergétique et des ressources et à prévenir la perte de la biodiversité et des services de l'écosystème. De tels investissements sont sous-tendus par des réformes nationales, une politique internationale et une infrastructure de marché.

#### *Contexte*

Au cours de ces dernières années, le concept d'économie verte est apparu dans le discours politique et est devenu l'un des deux thèmes de la prochaine conférence des Nations Unies sur le développement durable. L'adoption du concept d'économie verte survient à un moment marqué par une série de crises alimentaire, pétrolière, liée au changement climatique et économique, qui n'ont pas épargné les pays de l'Afrique centrale. Ces crises ont de nouveau amené à s'interroger sur la viabilité des modèles de développement économique actuels et ont donné lieu à de nouvelles idées sur la nécessité de transformer les systèmes économiques en économies vertes afin de renforcer la viabilité et améliorer les résultats économiques.

En juin 2010, la 13e session de la conférence

ministérielle africaine sur l'environnement a adopté la Déclaration de Bamako, qui soulignait la nécessité de tirer profit des opportunités offertes par une trajectoire de croissance et de développement qui embrasse le modèle de l'économie verte. En octobre 2010, des représentants au septième Forum sur le Développement de l'Afrique ont appelé les gouvernements africains à donner la priorité et à promouvoir l'économie verte en tant que moyen de résoudre les problèmes des impacts du changement climatique sur la viabilité de l'écosystème et d'exploiter les opportunités offertes par ses vastes et divers écosystèmes et ressources naturelles.

Des questions fondamentales se posent en ce qui concerne les implications d'une économie verte, les opportunités et les défis éventuels pour les pays africains et la manière dont ces pays pourraient réaliser « une transformation économique verte ». Mais étant donné la dépendance de la plupart des économies africaines (et surtout celles de l'Afrique centrale) à l'égard des ressources naturelles et leur désir de réaliser l'industrialisation, il faudrait, pour passer à une économie verte, mener une action sur trois fronts : tirer profit du capital naturel de l'Afrique, s'engager dans l'industrialisation verte et mettre en place des politiques et des institutions habilitantes. Nous allons examiner chacun de ces trajectoires au cours des trois prochaines éditions de HIGHLIGHTS.



*One of Central Africa's biggest gifts to support a green economy is its potential to become Africa's hydro-energy hub.*

## *Defining the green economy*

**A** green economy may be defined as an economy that aims to improve human welfare and social equity, and concurrently reduce environmental risk and ecological scarcities. At its simplest, a green economy can be characterized by low carbon use, resource efficiency and social inclusion. It is driven by public and private investments that contribute to reducing carbon emissions and pollution, enhancing energy and resource efficiency, and preventing the loss of biodiversity and ecosystem services. Such investments are driven or supported by national policy reforms and international policy and market infrastructure.

## *Context*

Over the last couple of years, the concept of a green economy has surfaced in policy discourse and became one of the two themes of the United Nations Conference on Sustainable Development that took place in 2012. The concept was taken up against the backdrop of recent food, fuel, climate change-related and economic crises, from which Central African countries were not immune. These crises have again brought to the fore questions about the sustainability of current models of economic development, and have triggered new thinking on the need for transforming economic systems into green economies to enhance sustainability and improve economic outcomes.

Key questions therefore arise as to what a green economy entails, what opportunities and challenges may exist for African countries, and how countries can achieve a "green economic transformation." And given the natural-resource dependence of most African economies and their desire to industrialize, a pathway to a green economy may be analysed through action on three fronts: capitalizing on Africa's natural capital, embarking on green industrialization and creating enabling policies and institutions. We shall examine each of these trajectories in the next three editions of HIGHLIGHTS.